



Déclaration de Biarritz pour un partenariat entre le G7 et l'Afrique

1. Nous, chefs d'États et de gouvernement du G7, de l'Égypte (*présidence actuelle de l'Union africaine*), du Rwanda (*ancienne présidence de l'UA*), de l'Afrique du Sud (*future présidence de l'UA*), du Sénégal (*présidence du NEPAD*) et du Burkina Faso (*présidence du G5 Sahel*), et Président de la Commission de l'Union africaine, nous sommes réunis à Biarritz le 25 août 2019, aux côtés du Secrétaire général des Nations Unies, du Directeur général du Fonds monétaire international, du président du Groupe de la Banque mondiale et du président de la Banque africaine de développement, pour examiner la situation internationale et l'évolution récente de la situation en Afrique.

2. En ce qui concerne la paix et la sécurité en Afrique, nous avons discuté en particulier de la situation en Libye, dans la région du Sahel, dans le bassin du Lac Tchad, dans la région des Grands lacs et dans la Corne de l'Afrique. Nous saluons le plan d'action du G7 pour le Sahel, ainsi que la décision du Canada et du Japon de rejoindre l'Alliance Sahel en qualité d'observateurs.

3. Nous rappelons l'importance d'un partenariat renouvelé entre le G7 et l'Afrique afin de traiter les principales difficultés du continent africain, notamment éradiquer la pauvreté, veiller à la concrétisation pour tous du droit à l'éducation, assurer des services de santé de qualité et améliorer l'accès à une eau propre.

4. Nous sommes convaincus que la lutte contre les inégalités, le renforcement de la gouvernance, ainsi que la promotion d'une croissance économique durable et solidaire, dans une économie mondiale prospère, et du développement social bénéficiant à tous sont des éléments clés de la stabilité et de la paix, et qu'ils sont essentiels pour garantir un avenir commun et prospère à nos concitoyens. Nous réaffirmons donc notre ferme attachement à un partenariat d'égal à égal, fondé sur des objectifs communs et destiné à défendre les priorités de l'Afrique. Nous soulignons l'importance du lancement de la phase opérationnelle de la mise en œuvre de l'Accord portant création de la zone de libre-échange continentale africaine lors du sommet extraordinaire de l'Union africaine qui s'est tenu à Niamey le 7 juillet 2019. Nous réaffirmons notre volonté de continuer à développer l'entrepreneuriat et l'emploi des jeunes dans le secteur privé en Afrique, grâce à des initiatives multilatérales telles que le « Pacte avec l'Afrique » du G20 et à d'autres initiatives bilatérales soutenues par certains membres du G7.

5. Nous sommes déterminés à agir ensemble pour faire face aux problèmes mondiaux conformément aux Objectifs de développement durable du Programme de développement durable à l'horizon 2030, en tenant compte de l'Agenda 2063 de l'Union africaine. La participation active des acteurs africains aux travaux préparatoires, aux groupes d'engagement et aux réunions ministérielles qui ont précédé le sommet de Biarritz témoigne de cette ambition commune.

6. Dans la continuité de ces efforts communs, nous avons décidé d'agir conjointement avec les organisations internationales et régionales et avec le secteur privé dans les trois domaines suivants :

Promotion de l'entrepreneuriat féminin en Afrique

7. Nous appelons de nos vœux des réformes pour abaisser les obstacles sociaux, juridiques et réglementaires qui empêchent les femmes de participer pleinement et librement à la vie économique et qui entravent leur autonomisation. Nous soutenons l'Initiative pour favoriser l'accès des femmes au financement en Afrique (AFAWA), notamment grâce à l'Initiative en faveur des femmes entrepreneurs (We-Fi). Nous continuons également d'encourager le Défi 2X et les programmes bilatéraux soutenus par les membres du G7.

Transformation numérique en Afrique

8. Nous nous engageons à apporter un soutien fort pour réduire la fracture numérique et promouvoir la transformation numérique en Afrique, conformément à nos engagements nationaux. Nous prenons acte à cet égard des recommandations du Groupe de travail de l'Union africaine et de l'Union européenne pour l'économie numérique et des initiatives « Lancement d'une économie numérique pour l'Afrique » (*Digital Economy Moonshot for Africa*) et *Smart Africa*. Nous appelons également tous les acteurs à prendre des mesures particulières pour faire en sorte que la transformation numérique profite à tous, notamment dans les régions les plus vulnérables.

Transparence des marchés publics et lutte conjointe contre la corruption

9. Nous sommes favorables au renforcement de la transparence dans les marchés publics et des normes en matière de marchés publics pour améliorer le climat des affaires et des investissements, la transparence, la redevabilité et la viabilité de la dette, grâce à l'engagement constructif des pouvoirs publics, des entreprises et des organisations de la société civile, qui contribueront ainsi à la lutte contre la corruption.

10. Par ailleurs, nous attendons avec intérêt la septième Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD7), qui se tiendra immédiatement après le sommet de Biarritz.